

On peut abdiquer aussi si on est entre les mains de l'ennemi pour ôter tout caractère légal aux actes que l'on serait contraint de poser.

« Louis le Grand disait dans une bataille à un Anglais qui voulait mettre la main sur lui : « Mon ami, aux échecs les rois ne se prennent pas. »

« Eh bien, je dis, moi, les empereurs n'abdiquent pas ! Tant qu'il y aura un empereur ici, il y aura un empire, ne faut-il (*sic*) que six pieds de terre. L'empire n'est pas autre chose qu'un empereur, qu'il soit sans argent n'est pas une objection suffisante, l'argent, on se le procure par le crédit, le crédit par le succès, le succès — on le fait.

« Et n'eût-on ni crédit ni argent, on peut les acquérir parce que l'on respire et que l'on ne désespère pas de soi-même. De dire d'une chose que l'on a entreprise comme possible, qu'elle est impossible, c'est n'être cru de personne, ajouter qu'on se retire parce qu'on supposait que l'on ferait le bonheur d'une nation et que l'on s'est aperçu du contraire, c'est se donner un soufflet à la figure, de plus c'est un mensonge lorsque l'on est la seule ancre de salut de cette même nation.

« Résultat : l'empire est la seule manière de sauver le Mexique. Tout doit être mis en œuvre dans ce but, puisqu'on s'y est engagé par serment et qu'on n'a pas été délié de celui-ci par l'impossibilité de le tenir. Puisque la chose est possible, l'empire donc doit être conservé maintenant, au besoin défendu contre quiconque l'attaquerait. Quant au mot « trop tard » il n'est pas applicable ici, mais bien celui de « trop tôt ». Je n'attribue à aucun découragement de la personne en question (1) les propositions qu'elle a faites, je crois seulement qu'il faut avoir occupé la position ou une semblable pour la juger telle qu'elle est, non par soif immodérée de la garder, mais par devoir de loyauté, de patriotisme et d'honneur. On ne déserte pas un poste, pourquoi déserterait-on un trône ? Les rois du moyen âge attendaient au moins que l'on vînt prendre leurs États avant de les rendre, et l'abdication n'a été inventée que depuis que les souverains ont cessé de monter à cheval les jours de danger. Mon grand-père voulait éviter l'effusion de sang et il a été indirectement responsable de celui versé en

(1) Il s'agit ici évidemment de Détroyat.

France en février (1), aux journées de juin (2) et au 2 décembre (3), sans compter ce qui pourrait se présenter dans la suite.

« De guerre civile, il n'y en a pas, puisqu'elle n'a plus même de prétexte. Juárez a fini son temps. Santa-Anna n'a été élu par personne et serait tout au plus soudoyé par l'étranger. On ne cède pas la place à un adversaire de cette nature, on ne dit pas non plus, comme dans les maisons de jeux, que la banque a sauté ou que la farce est jouée et que l'on va éteindre les lumières. Tout cela n'est digne ni d'un prince de la maison de Habsbourg, ni de la France et de son armée, qui serait appelée à regarder ce spectacle et à l'autoriser, car, avec qui resterait donc le maréchal Bazaine jusqu'à l'année prochaine ? Ce serait bien le cas d'en revenir au Don Quichotte de M. Jules Favre (4), si nous avions joué un rôle de cette nature, et du sublime au ridicule il n'y aurait eu qu'un pas. Partir en civilisateurs, en sauveurs, en régénérateurs et revenir en disant qu'il n'y avait rien eu à civiliser, rien à sauver, rien à régénérer, et tout cela à l'union (*sic*) avec la France, qui a toujours passé pour avoir de l'esprit ; vous avouerez que ce serait la plus grande absurdité pour les uns et pour les autres qu'il y ait eue sous le soleil. J'espère pouvoir tenir ce langage au delà des mers. Si on peut se jouer des individus, on ne se joue pas des nations, parce que Dieu les venge. »

Le mémoire était dépourvu de tout sens pratique et raisonnable. Charlotte tirait ses arguments d'analogies de l'histoire d'un autre continent et d'idées qu'elle avait sucées avec le lait. Car sa mère était la fille de ce roi Louis-Philippe, qui avait été chassé de France, et la plus grande déception du roi Léopold avait été l'abdication de son beau-père. Il se croyait, comme beau-fils du roi de France, assuré contre les aspirations de ce

(1) La révolution de février 1848, qui se termina par la chute de Louis-Philippe.

(2) Révolte des ouvriers pour amener la « République rouge ». Cavaignac, qui fut nommé dictateur, mit fin à cette révolte pendant les sanglants combats des barricades (juin 1848).

(3) Petites bagarres, qui eurent lieu lors du coup d'État de Napoléon III le 2 décembre 1851.

(4) J. Favre, dans un discours, avait comparé Maximilien à Don Quichotte.

pays, qui avaient toujours visé la Belgique. Il avait songé à établir aussi pour l'avenir des liens étroits entre les deux maisons royales, en favorisant le mariage d'un prince et d'une princesse de la maison de Cobourg avec le fils et la fille du roi Louis-Philippe, le duc de Nemours et la princesse Clémentine. L'abdication de Louis-Philippe avait détruit d'un coup tous ses rêves et avait ouvert la voie à un Bonaparte, avec lequel aucun lien de parenté ne l'unissait et qui ferait revivre, comme il le craignait, la politique de Napoléon I^{er} à l'égard de la Belgique. On n'avait donc parlé dans sa maison de cette abdication qu'avec amertume. Ceci était resté à Charlotte et devenait maintenant pour elle un argument dont elle usait, dirigée au fond de son âme par son ambition brûlante qui ne pouvait supporter l'idée que la fille de la noble souche de Saxe et des Bourbons et son mari, le frère de l'empereur d'Autriche, seraient chassés de leur trône par un républicain et devraient rentrer à la maison honteux et humiliés. Quel rôle joueraient-ils à la cour d'Autriche, où une fausse position et peut-être des remarques malicieuses et compatissantes les attendaient. Non, non, et encore une fois non, il ne fallait pas jeter le manche après la cognée, et si personne n'était capable de maintenir la position acquise, elle la maintiendrait envers et contre tous, grâce à son zèle enflammé, au pouvoir de sa parole, aux ressources incommensurables d'une femme belle et spirituelle et grâce à son enthousiasme pour tout ce qui était noble et beau.

Maximilien ne sut résister à cette influence. Charlotte l'avait bien jugé, sur les questions d'honneur l'empereur était extraordinairement sensible. Il oubliait que les comparaisons de Charlotte manquaient d'exactitude, puisqu'elles se basaient sur les expériences de dynasties qui étaient sorties du sol de la France.

Il céda donc et les avertissements de Détroit ne furent pas écoutés. L'empereur resta et l'impératrice devait tout de suite entreprendre son voyage. La pénurie d'argent était telle que l'argent pour les frais du voyage dut être pris sur une réserve en cas d'inondation. C'est cette pénurie terrible qui paralysait tout le mécanisme de l'État et rendait également impossible l'organisation de l'armée, organisation qui devait servir de base à tout l'avenir. L'impératrice devait avant tout demander

José Ignacio Conde.

de la France le payement des subsides provisoires mensuels de 500 000 francs, qui avaient été supprimés.

Charlotte rédigea elle-même un exposé de ce qu'elle voulait demander. Très sûre de sa victoire, elle commençait ce document par la constatation que Napoléon « devait », jusqu'à la fin de 1867, payer avec l'argent du trésor d'État français 20 000 hommes de troupes mixtes au Mexique.

Le document continuait sur ce même ton et disait que Napoléon devait également payer 500 000 piastres de subsides par mois et qu'il devait envoyer par retour du courrier à Bazaine sa nomination de commandant d'un corps d'armée en France ou en Algérie, peut-être aussi d'inspecteur de l'armée à Lyon.

Brincourt devait remplacer Castagny, qui devait être rappelé de suite ; Douay devait être nommé commandant en chef et Garnier devenir son second. L'empereur devait s'engager à ne rappeler l'armée française qu'en bloc et seulement lorsque l'armée nationale serait organisée (1).

L'empereur Maximilien voyait avec appréhension partir son épouse. « Le voyage de Charlotte, écrivait-il à son frère (2), est le sacrifice de plus dur que j'aie fait à ma patrie, et d'autant plus dur qu'elle doit traverser la région mortelle de la fièvre jaune dans la saison la plus dangereuse. Mais le devoir a demandé ce sacrifice, et Dieu aidant, les bons fruits ne manqueront pas... Charlotte, avec son tact sûr, précisera en quelle mesure nous pouvons encore compter sur l'aide de l'Europe vieille et pourrie. Si le vieux continent nous abandonne complètement par peur de l'Amérique du Nord, comme l'a déjà fait l'Autriche, nous saurons du moins clairement que nous devons nous aider nous-mêmes. »

« Qui pourra mieux nous procurer cette clarté, écrivait-il à la baronne Binzer (3), que l'esprit prévoyant de l'impératrice, qui, en dehors de moi, connaît seule tous les détours et tous les secrets de notre politique. »

(1) Brouillon, écrit de la main de l'impératrice, Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à l'archiduc Charles-Louis, Chapultepec, 30 juillet 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(3) Empereur Maximilien à la baronne Émilie Binzer Chapultepec, 15 août 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

Maximilien se fiait toujours à l'Europe, bien qu'il eût dû comprendre depuis longtemps qu'il n'y avait rien à espérer, étant donné ce qui s'était passé et la situation généralement critique sur le vieux continent.

Le 9 juillet 1866, de grand matin, l'impératrice quitta la capitale et fut accompagnée un bout de chemin par l'empereur. La pluie et les tempêtes interrompirent souvent son voyage, une fois même les roues de la voiture de l'impératrice se brisèrent. Impatiente et nerveuse, elle voulut continuer le trajet à cheval. A Vera-Cruz elle fut reçue par le silence. On avait partout l'impression qu'elle allait se mettre en sûreté et que l'empereur la suivrait bientôt. Mais dans sa bravoure elle n'y songeait même pas, tout au contraire, elle comptait déjà les jours qui la séparaient du retour, apportant avec elle l'aide et le salut.

A Vera-Cruz elle ne put se défendre de donner une expression symbolique à sa rancune envers la France. Une barque l'attendait à la rive, qui devait l'amener vers le vapeur *Impératrice Eugénie*, appartenant à une société française. La barque avait hissé le drapeau français. L'impératrice déclara qu'elle ne mettrait le pied dans la barque que lorsqu'on aurait enlevé le drapeau français et hissé le drapeau mexicain. Elle attendit dans la préfecture du port qu'on ait rempli ce désir. Alors seulement elle se laissa conduire au paquebot, qui immédiatement leva l'ancre pour l'Europe.

La situation militaire au Mexique était devenue entre temps de plus en plus menaçante. La plupart des provinces ne reconnaissaient plus le gouvernement impérial et au centre de l'empire un tas de bandes juaristes allaient et venaient librement. En face de cette situation, Bazaine persévérait dans sa passivité, attitude basée sur les ordres récents venus de Paris, et qui étaient en contradiction avec les instructions que Napoléon, dans un moment d'humeur passagère, lui avait données dans sa lettre du 15 mai. Sous l'influence de cette lettre, Bazaine avait fait former une colonne, qui devait entreprendre une action dans le nord, pour répondre ainsi aux désirs des deux empereurs et pour apporter un contrepoids aux derniers succès des juaristes. Lui-même voulait se rendre dans les environs du champ d'opération et partir le 2 juillet. Peu avant ce jour la note du 31 mai était venue de Paris. Ceci changeait

complètement la situation. Bazaine résolut bien d'aller au nord, mais seulement pour surveiller les mouvements de concentration et de retraite, devenus plus nécessaires que jamais. Lorsqu'il voulut, le 1^{er} juillet, prendre congé de Maximilien qui se trouvait complètement sous le coup des nouvelles désastreuses reçues de Paris, il ne fut pas reçu. Le 2 juillet, Bazaine partit.

Les jours suivants amenèrent pour Maximilien la lutte dont nous avons parlé, s'il devait abdiquer ou rester. Le projet de l'impératrice n'était au fond rien d'autre que de se mettre de nouveau sous la dépendance de Napoléon et de la France. Il fallait par conséquent naturellement reprendre des relations amicales et même étroites avec les officiers et autres organes de l'expédition française. On ne pouvait pas maintenir l'attitude prise vis-à-vis de Bazaine. Avec cela, le général Osmont se donnait vraiment beaucoup de mal pour l'organisation de l'armée. Pierron soulignait chaleureusement auprès du couple impérial les mérites du général (1). Maximilien regrettait maintenant d'avoir refusé l'audience demandée par le maréchal avant de partir pour le nord, refus qu'il avait donné dans l'idée de tout abandonner et de quitter le Mexique. L'empereur se décida donc de nommer le général Osmont ministre de la Guerre et l'intendant général Friant ministre des Finances, pour les lier de cette façon plus étroitement à l'entreprise qu'il était maintenant résolu de mener à bout.

Il s'adressa le 5 juillet par écrit à Bazaine (2), lui exprima l'espoir que la campagne entreprise serait couronnée de succès, maintenant que l'énergie était plus nécessaire que jamais et le pria de lui laisser Osmont et Friant pour l'accomplissement de la mission qu'il était disposé à remplir jusqu'au bout. « Avec ces deux excellents hommes, écrivait-il un autre jour (3), on a fait en trois semaines plus que le maréchal n'a pu ou n'a voulu faire en trois ans. On voit maintenant à qui incombe uniquement la faute, si nous n'avons

(1) Pierron à l'impératrice Charlotte, 31 mai 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à Bazaine, 5 juillet 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État. Voir également *Gaulot*, II, p. 237.

(3) Empereur Maximilien au père Fischer, 29 juin 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

pas pu avoir jusqu'à présent une armée nationale organisée. »

Maximilien espérait avoir jusqu'en octobre 40 000 hommes de troupes prêts pour le combat. Dans les autres ministères l'empereur voulait aussi mettre de l'ordre. Partout régnait la plus grande négligence. Ainsi il n'y avait, d'après le récit même de l'empereur, au ministère des Affaires étrangères, ni archives ni protocoles de présentation. On trouvait les documents les plus importants gisant sur le sol des salles. Des actes étaient perdus, il n'y avait pas d'heures de bureau et chacun faisait ce qui lui plaisait. Maintenant l'empereur entama énergiquement les réformes.

Bazaine ne songeait nullement à prendre l'offensive. A la lettre de l'empereur du 5 juillet il répondit, le 11 (1), qu'il ne pourrait prendre une résolution que lorsqu'il connaîtrait l'attitude de l'empereur en face de la dernière note française. Car il avait reçu l'ordre, au cas où la réponse ne serait pas favorable, de concentrer ses troupes, ce qui voulait dire en d'autres termes les faire revenir en arrière. Cette réponse était claire ; elle était une menace envers l'empereur et une pression pour l'amener à accepter les exigences françaises. Maximilien, conformément au projet discuté avec l'impératrice, était prêt à accepter tous les désirs de la France. Car, seulement dans ce cas-là, on pouvait espérer que la mission de l'impératrice aurait du succès. L'empereur fit donc part à Bazaine (2) qu'il était résolu d'accepter les stipulations remises par Dano. L'empereur fit plus. Il écrivit dans cette lettre (3), que si Bazaine désirait qu'il changeât sa politique, il acceptait d'avance ses propositions. Maintenant que l'empereur disait : « Je ferai tout ce que vous voudrez, je me soumetts à toutes vos exigences », il croyait pouvoir espérer que Bazaine, de son côté, ferait tout son possible pour pacifier le pays. Il exprima cet espoir et ajouta que chaque jour d'attente augmentait les difficultés de l'offensive, parce que les ressources financières s'épuisaient l'une après l'autre. Enfin il s'appuya sur le fait

(1) Voir GAULOT, II, p. 343.

(2) Empereur Maximilien à Bazaine, 20 juillet 1866. Vienne, Archives de l'État. Lettre incomplètement reproduite par GAULOT, II, p. 344. Des parties essentielles manquent.

(3) Ce passage n'est pas reproduit par Gault.

que Napoléon était lié par sa parole dans la question de la pacification générale, pacification de laquelle dépendaient non seulement la durée de l'empire, mais aussi les intérêts les plus sacrés de la France au Mexique.

Il est vrai que Maximilien avait peu d'espoir que Bazaine obéirait à cet appel. Car Pierron, qui avait eu ordre de l'impératrice de la tenir au courant des événements par des rapports très exacts, lui écrivit alors qu'on croyait que Bazaine retournerait à Mexico vers la fin juin sans avoir entrepris la moindre action, bien qu'il y fût obligé de par l'honneur (1). Mais on ne s'attendait pas à ce que Bazaine fit le contraire, car on ignorait à la cour de Maximilien les ordres secrets donnés par Napoléon au maréchal. Et pourtant il en était ainsi.

Le jour même où Maximilien écrivit ladite lettre au maréchal, celui-ci lui écrivit également du nord du pays. Il y disait (2) que le général Douay n'osait même pas exécuter la dissolution projetée du corps belge, à cause de la possibilité d'une révolte armée. Comme on avait justement de nouveau reçu du ministre de la Guerre, Randon, des ordres concernant le rapatriement des troupes et qu'on avait promis pour le mois de septembre trois grands bateaux de transport, on commencerait maintenant l'évacuation. Il y avait là avant tout Monterey, la capitale de la province Nuevo Leon, une ville riche, située au carrefour d'importantes routes et qui avait été perdue et réoccupée à différentes reprises. Le préfet impérial venait de donner sa démission et Bazaine profita de cette occasion pour dire à l'empereur qu'il avait l'intention d'évacuer cet endroit après avoir détruit le matériel de guerre et les fortifications. C'était la quatrième fois ! « Dans l'état actuel de la frontière du nord, écrivait le maréchal, je crois qu'il est beaucoup plus rationnel, tant au point de vue politique qu'au point de vue militaire, de reporter provisoirement cette frontière en arrière. Le pays sera ainsi

(1) Pierron à l'impératrice Charlotte, 20 juillet 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) Bazaine à l'empereur Maximilien, 20 juillet 1866. Original, Vienne, Archives de l'État. Cette lettre manque également dans Gault. Bazaine n'a peut-être mis à sa disposition que des lettres dont la publication lui plaisait.

bien plus facile à surveiller et à maintenir avec moins de troupes et de défenses, et l'avenir indiquera ce qu'il y aura à faire par la suite. » Parmi les troupes étrangères, soit autrichiennes, soit belges, on commençait à sentir que Bazaine était résolu d'abandonner l'empire. Le général comte Thun refusa de lui obéir, lorsque le maréchal voulut l'envoyer de Puebla à Tulancingo. Le manque de solde et de ravitaillement amenèrent aussi parmi les troupes des infractions à la discipline, dont se plaignaient la population mexicaine et les autorités. Toutes les plaintes arrivèrent finalement aux oreilles de l'empereur, qui voyait dans une transformation radicale des troupes de volontaires le seul moyen de remédier à cette situation (1).

L'affaire du concordat projeté allait également toujours mal. Maximilien regrettait de voir que des membres du clergé mexicain ne se gênaient pas pour intriguer contre lui auprès de personnes importantes de la Curie romaine (2), qui ne connaissaient ni ne comprenaient le Mexique.

La confiance de l'empereur dans le père Fischer fut également troublée, parce qu'il n'obtenait rien, malgré tous ses subterfuges.

Tandis que bien des personnes, parmi lesquelles aussi l'ambassadeur impérial mexicain à Rome et à Madrid, Ignacio Aguilar, s'éloignaient de l'empire sous un prétexte quelconque, comme des rats qui abandonnent le bateau qui coule à fond, Herzfeld, qu'il connaissait depuis son passage dans la marine, se montra un véritable ami. Bien qu'il ne se fit aucune illusion sur la situation critique de l'empereur, il était accouru et arriva le 10 juin à Mexico, pour rester aux côtés de son maître impérial, maintenant que le danger était imminent.

Herzfeld n'avait pu empêcher, bien qu'il en prévît les suites fâcheuses, que Maximilien, dans son indignation de ce que les volontaires autrichiens eussent été empêchés de partir, donnât ordre à l'ambassadeur Barandiaran à Vienne de faire part au gouvernement autrichien que l'empereur du Mexique se voyait obligé de dénoncer les traités conclus avec

(1) Empereur Maximilien au commissaire Estevan, 22 juillet 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à l'évêque Ramirez, 19 juillet 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

l'Autriche, surtout celui du 10 avril 1864, parce qu'ils manquaient de toute base légale, et ceci puisque l'empereur François-Joseph n'avait pas maintenu son autorisation de départ des volontaires. Barandiaran, en attendant, n'osa pas remettre cette note, qui était capable d'enlever à Maximilien toutes les sympathies de sa famille et de rendre extrêmement difficile sa position dans le cas où il retournerait dans son pays natal.

Entre temps, le vieux Gutierrez et Almonte avaient de nouveau donné signe de vie, de Paris. Juste au moment où l'empereur réfléchissait s'il ne devait pas changer d'orientation dans sa politique pour être agréable à la France, arrivèrent des lettres de ces deux hommes, qui donnèrent l'impulsion définitive à des résolutions de très grande portée. Gutierrez essaya de profiter de la situation critique et de l'embarras de l'empereur pour entreprendre une attaque décisive en faveur de ses idées. Dans une lettre de quarante-quatre pages il jura à l'empereur qu'il n'y avait qu'un salut, c'était de se jeter dans les bras des conservateurs, qui l'avaient « élevé » de Miramar au palais national de Mexico. La vraie monarchie, le vrai catholicisme devait devenir l'idée directrice ; il ne suffisait pas de nommer exclusivement des ministres conservateurs, il fallait aussi faire un changement radical de tous les principes dans un sens conservateur (1). Gutierrez prétendait faire ses propositions « loyalement, franchement et respectueusement ». Maximilien se laissa séduire par les paroles. Il venait de faire donner aux fils de Gutierrez les domaines patrimoniaux exigés, bien que ceux-ci n'eussent pas mis le pied au Mexique depuis leur plus tendre enfance. Les propriétaires actuels, qui avaient légalement acheté ces domaines du gouvernement et qui vivaient au Mexique, furent dépouillés injustement. Ainsi l'empereur remerciait, aux dépens de sa propre popularité, ce Gutierrez, qui n'avait jamais manqué de lui dire qu'il avait commencé l'œuvre et que Maximilien ne devait « que » la mener à bout (2).

Almonte écrivait également que la situation de l'empereur

(1) Gutierrez à Maximilien, Paris, 23 juin 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) Gutierrez à Maximilien, Paris, 27 juillet 1866. Vienne, Archives de l'État.

lui semblerait bien alarmante, s'il ne se décidait pas à se jeter complètement dans les bras des hommes qui l'avaient aidé à venir au pouvoir. Mais si Maximilien suivait son conseil, il espérait que la France, même s'il ne fallait plus compter sur son aide en fait d'argent et de troupes, donnerait quand même des armes, des munitions, du matériel de guerre et des vaisseaux. Ceci était une affirmation très audacieuse de la part d'Almonte et manquait de toute base réelle. Avec la même audace il ajouta que la France, lorsqu'elle se serait retirée du Mexique, ferait une déclaration, disant qu'elle défendrait à toute autre nation d'intervenir dans les affaires du Mexique. Comme si la France avait le pouvoir de donner à une telle déclaration la force nécessaire ! Forey aurait dit également que dès le début le salut n'avait été que dans l'union étroite avec le parti conservateur. Cette dernière affirmation était un mensonge, Forey n'avait jamais été de cet avis. Toutes ces promesses et espérances tous ces rapports n'avaient d'autre but que d'entraîner finalement Maximilien dans le courant du parti de Gutierrez et consorts.

L'empereur céda cette fois. Il avait échoué avec ses idées libérales ; peut-être les autres avaient-ils raison, peut-être s'était-il trompé. Il ne lui restait pas autre chose à faire, il capitula finalement sous ce rapport. On devait donc commencer une nouvelle politique. L'idée directrice serait dorénavant : « Énergie à l'intérieur, protection à tous les gens honnêtes et paisibles et sévérité vis-à-vis des ennemis de l'ordre. A l'extérieur : entente complète avec la France » (1).

On avait déjà fait preuve d'énergie ; suivant les propositions de Pierron, la nuit du 14 juillet, on arrêta dix-sept des plus importants ennemis de l'empire, c'est-à-dire des hommes qui, en partie, avaient vraiment trahi, en partie n'avaient commis aucun crime, outre celui de n'être pas sympathiques aux Français (2).

En toutes choses Maximilien obéissait maintenant aux influences françaises. Plus la France s'éloignait de lui, plus il tâchait de se rapprocher d'elle. L'empereur agissait comme

(1) Almonte à Maximilien, Paris, 30 juin 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à Salazar Harregui, Mexico, 26 juillet 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

une femme qui, au commencement, reçoit ses prétendants avec froideur, mais qui se jette dans leurs bras si elle voit qu'ils deviennent plus froids et commencent à se retirer. Sans attendre l'approbation de Bazaine, il nomma le général Osmont ministre de la Guerre et l'intendant Friant ministre des Finances dans le nouveau cabinet complètement conservateur, à la tête duquel était Théodosio Lares, le président de l'Assemblée des notables qui avait élu Maximilien empereur. Cette démarche voulait dire que Maximilien renonçait complètement à ses opinions politiques, quoique Eloin reçût en même temps l'ordre d'affirmer dans la presse européenne que l'empereur maintenait ses principes libéraux.

Maximilien demanda l'approbation de Bazaine pour la nomination des deux ministres, et pour plaire au maréchal, il l'autorisa à renvoyer, dans le nord et de son propre pouvoir, les organes civils qui ne lui plaisaient pas (1).

C'était beaucoup, car jusqu'à présent de tels essais de la part de Bazaine avaient été rejetés énergiquement. Maintenant on offrait ceci de soi-même à Bazaine, dans l'espoir de l'amener ainsi à une offensive plus active. Mais Bazaine ne se laissait pas troubler. Il évacua Monterey, la principale ville de commerce, et aussi Saltillo, et ne donna que provisoirement sa permission pour l'emploi des deux généraux, sous réserve de l'approbation du cabinet français (2).

Maximilien avait entre temps accepté la stipulation écrasante qui donnait à la France la moitié des revenus des douanes. Elle fut signée le 30 juillet, quatre jours après que le président du Conseil, Lares, fût entré dans ses fonctions. Maximilien espérait que Bazaine n'aurait maintenant plus aucune excuse et qu'on recommencerait la pacification du pays.

Les procédés de la France étaient, à un certain degré, compréhensibles. On avait mis dans l'entreprise mexicaine de très grandes sommes ; avec le rappel des troupes on perdait le moyen de pression pour obliger le Mexique à de futurs paiements et on se dépêchait donc d'en retirer autant que

(1) Empereur Maximilien à Bazaine, 25 juillet 1866. Vienne, Archives de l'État. Voir aussi GAULOT, II, p. 347.

(2) Bazaine à l'empereur Maximilien, 4 août 1866, GAULOT, II, p. 350.

possible, pendant que les troupes étaient encore dans le pays.

Entre temps, les ordres d'évacuation de Bazaine furent exécutés. Le cœur rempli de honte et d'amertume, Douay se retira du nord avec ses troupes. Dans les premiers jours du mois d'août, l'important port de douane de Tampico fut également cédé aux juaristes. Ceux-ci se dépêchèrent de faire un exemple : ils érigèrent sur la place principale une potence, à laquelle ils pendirent le préfet impérial. Le général juariste Escobedo faisait partout connaître l'évacuation des territoires du nord par les Français comme une brillante victoire de sa part.

Maximilien était profondément consterné par ces événements. De Chapultepec, où il en avait reçu la nouvelle, il écrivit à Pierron qu'il devait tout de suite parler avec le général Osmont de la « manière inerte » avec laquelle Bazaine dirigeait les opérations et il demandait qu'on lui fit part des projets de campagne et des futures intentions du maréchal. « Car, disait l'empereur, tout comme le maréchal est responsable de l'honneur de la France, je le suis de celui du Mexique (1). » L'empereur écrivit également à Bazaine même (2) et lui représenta quelles suites désastreuses les résultats de sa campagne dans le nord auraient pour le Mexique. Maximilien ajouta qu'il voulait être instruit des plans que Bazaine se proposait de suivre dans ses opérations, afin de pouvoir tenter de sauver les adhérents à l'empire, comme son honneur l'exigeait. Maximilien était justement indigné qu'on lui eût caché, ainsi qu'à son gouvernement, les mesures d'évacuation projetées. Bazaine avait probablement trouvé qu'en face de la pression continuelle de l'empereur pour obtenir l'offensive, la réponse : « Je ferai l'offensive, mais j'évacuerai tels et tels endroits et provinces » serait un paradoxe. Il préféra donc ne rien dire et laisser parler les événements. Douay, qui sûrement n'approuvait pas la tactique de Bazaine, donna sa démission pour cause de maladie et ne fut retenu qu'avec grand'peine par Bazaine. Les 4 à 5 000 habitants de nationalité française furent aussi gravement frappés par les mesures

(1) Empereur Maximilien à Pierron, 4 août 1866. Brouillon, écrit à la hâte et réservé. Chapultepec, 4 août 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) Maximilien à Bazaine, 4 août 1866. Brouillon, en partie dans GAULOT, II, p. 327 et SCHRYNMAKERS, p. 314.

d'évacuation. L'encouragement des juaristes, qui en était la conséquence, et les massacres de ressortissants français qui eurent lieu çà et là (à Santiago) laissaient craindre une seconde édition des vèpres siciliennes (1).

L'indignation de Maximilien à propos des mesures de retraite précipitées de Bazaine n'eut pas de limites et il ne le cachait pas à l'ambassadeur français. Avec cela il avait des soucis d'argent écrasants. Pour la seconde fois il avait diminué la liste civile et payé avec elle des frais qui, au fond, auraient dû être payés par le trésor d'État (2). La première fois la liste civile fut ramenée à un tiers, la seconde fois à un cinquième du chiffre primitif, c'est-à-dire au chiffre que l'empereur Iturbide avait jadis reçu.

L'empereur Maximilien, en face de l'anarchie qui se faisait jour partout, avait l'intention de déclarer en état de siège de vastes parties de son empire. Mais comme Bazaine savait que cette mesure, vu qu'il avait l'intention de quitter le Mexique, n'amènerait que de nombreuses difficultés, il la déconseilla (3). Un jour plus tard il reçut la lettre de Maximilien du 4 août et y répondit de suite, d'une façon détaillée (4), qu'il aurait fait part à l'empereur de ses intentions s'il avait été reçu avant son départ. Il disait que la perte de Tampico et de Matamoros était due en grande partie au manque d'aide de la part des troupes et des autorités mexicaines, ainsi qu'à la désobéissance de Thun, mais il laissa aussi entrevoir qu'il avait rempli le devoir d'un général en chef qui savait qu'une partie de ses troupes partirait sous peu. Il écrivait, en outre, qu'il évacuerait les provinces de Sonora et de Sinaloa aux bords de l'océan Pacifique et les importants ports de Guyamas

(1) Lettre privée du consul français Roger Dubois, de Chihuahua, à Pierron, 7 août 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) La liste civile s'élevait d'abord à 1 500 000 pesos, elle fut réduite à 500 000, puis à 300 000. Les dépenses pour constructions, meubles, etc., le cadeau national à la famille Iturbide de 150 000 pesos, ainsi que les 100 000 pesos pour le prix de rachat du palais de Buenavista, offert à Bazaine lors de son mariage, ne devaient pas être payés par le Trésor, mais par la liste civile.

(3) Bazaine à l'empereur Maximilien, Peotillos, 10 août 1866. Vienne, Archives de l'État.

(4) Bazaine à l'empereur Maximilien, Peotillos, 12 août 1866. Vienne, Archives de l'État.

et de Mazatlan, qui y étaient situés, afin d'établir en arrière une ligne forte, facile à garder. Plus tard, quand l'ennemi se serait usé ou affaibli, on pourrait reprendre l'offensive et rétablir sa prépondérance.

Cette lettre devait évidemment préparer Maximilien à ce qui l'attendait encore de la part de Bazaine. Mais ce n'était pas assez que les choses allassent si mal au Mexique. Le 8 août l'empereur apprit la nouvelle de la défaite des Autrichiens à Königgrätz. Barandiaran décrivait la panique qui avait saisi la cour de Vienne, et Eloin prétendait même, dans son rapport, que les archiducs autrichiens avaient l'intention de mettre leurs palais sous la protection du drapeau mexicain, pour les sauver des Prussiens ! Ceci n'était naturellement pas vrai, mais qu'une telle idée ait pu naître, était déjà significatif. Eloin rapportait, en outre, qu'il avait eu un entretien avec De Pont, « complètement démoralisé », et que celui-ci avait rappelé les mots prophétiques que Maximilien avait prononcés en quittant Miramar, à propos du sort de l'Autriche et lui avait dit que tout le monde regrettait, dans l'intérêt du pays, que « notre Max » fût si loin (1). Une seule chose est authentique, c'est que, immédiatement après la bataille de Königgrätz, lorsque l'empereur François-Joseph se rendait du palais impérial (la Burg) à Schönbrunn, l'exclamation « vive Maximilien » se fit subitement entendre dans la foule qui observait en général un silence glacial (2).

Les nouvelles de la débâcle autrichienne ne manquèrent pas de faire une impression profonde dans tout le pays et surtout dans la légion autrichienne, et cela devait naturellement nuire beaucoup à la renommée de Maximilien, le frère de l'empereur d'Autriche qui avait subi une si grave défaite. Maximilien, qui n'avait jamais approuvé la politique de Vienne et qui, en outre, avait été personnellement froissé, oublia pour un instant ses griefs en voyant le malheur de son ancienne patrie. Il ne s'attendait pas à ce que cela vînt si tôt. « Je voyais bien venir toute la catastrophe, écrivit-il alors (3), parce que

(1) Eloin à l'empereur Maximilien, Vienne, 12 juillet 1866. Vienne, Archives de l'État.

(2) BEUST, *Mémoires*.

(3) Empereur Maximilien à la baronne Binzer, née de Gehrschau, Chapultepec, 15 août 1866. Vienne, Archives de l'État.

j'étais depuis longtemps derrière les coulisses. Mais je n'ai pas pensé que le drame se déroulerait si vite. J'attendais les résultats, parce que je connaissais bien les causes, mais j'avais pourtant espéré un peu plus de tenue et un peu plus de capacité. » Mais sa compassion pour le malheur de son pays natal ne put le faire changer d'attitude dans la question du traité de famille ; l'empereur tenait trop à ce qu'on le déclarât de fait illégal.

L'ouverture du premier câble électrique entre l'Amérique et l'Europe, le 15 août, apporta un petit soulagement, car il permettait de recevoir des nouvelles de la patrie en peu de jours, tandis que jusqu'à présent il fallait compter quatre semaines et plus. Maximilien utilisa le câble, qui avait été posé d'après les ordres du gouvernement français, pour féliciter Napoléon à l'aide de ce « plus grand triomphe de la science ».

Mais Maximilien ne pouvait pas arriver au repos. De nouveaux soucis l'assaillaient de tous les côtés. La famille Iturbide, vivant de ses rentes, avait tranquillement observé de Paris les péripéties du sort de l'empire. Elle s'était naturellement aperçue que le Mexique était de fait abandonné et la mère du petit Augustin Iturbide, qui se trouvait auprès de Maximilien, commença à s'inquiéter à propos du sort de son fils. Malgré les stipulations du traité, conclu entre sa famille et l'empereur, elle supplia qu'on lui rendît son fils (1). Maximilien voyait très bien que cette demande était fondée sur le peu de confiance dans son avenir et il répondit qu'il permettait volontiers que la mère vienne à Mexico pour voir son fils, mais il lui disait en même temps de ne pas gêner à son fils le bel avenir qui lui était préparé. Mais Alice Iturbide, qui était citoyenne américaine, s'était déjà adressée à l'Union avec la prière d'insister pour qu'elle reçût son enfant. Étant donnée l'opinion publique dans l'Union, on profita naturellement de cette affaire pour faire de la propagande contre Maximilien. Entre temps, Bazaine était revenu le 25 août dans la ville de Mexico. La situation avait beaucoup empiré. Le nord était déjà presque entièrement perdu ; à côté des bandes juaristes, des flibustiers américains s'avançaient aussi de la Californie et du Texas jusque vers le cœur du Mexique. La situation au sud n'était pas

(1) Alice de Iturbide à l'empereur Maximilien, Paris, 13 juillet et encore une fois 20 août 1866. Vienne, Archives de l'État.